



L'encours des découverts continue pour sa part à se réduire (-14,7 % en septembre en glissement annuel) tandis que la croissance des prêts personnels, crédits renouvelables par la voie de l'établissement, de crédit à la consommation, s'établit à 3,4% sur un an.

France, part de l'encours total de crédits renouvelables

Complément méthodologique

Plus particulièrement, les crédits renouvelables comprennent l'ensemble des 'ménages' qui inclut également les entrepreneurs

Télécharger la version PDF du Webstat Banque de France sont accessibles à l'adresse [Webstat Banque de France](#)

Compte de l'encours des crédits renouvelables - FR 2023-10.pdf

[FR 2023-10.pdf](#) (PDF - 1 Mo)

Les encours de crédits renouvelables sont calculés à partir des variations d'encours (opérations de titrisation incluses) et des effets ne résultant pas de transactions économiques avec la clientèle, en particulier les passages en perte de créances irrécouvrables (pour des raisons techniques, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés).

Châtauneuf-en-Marche

Les encours annuels sont ceux des prêts mis en place, la production des nouveaux crédits représente les nouveaux crédits octroyés, même lorsqu'ils ne sont pas encore effectivement versés à l'emprunteur, conformément à la méthode harmonisée de la BCE ; la production de nouveaux crédits diffère donc des variations mensuelles d'encours de crédits (encours enregistrés après le décaissement effectif des fonds et diminués des amortissements des anciens crédits).

- Conformément aux définitions harmonisées de la BCE, les taux recensés sont des taux effectifs au sens étroit (TESE), ils correspondent à la composante intérêt du Taux Effectif Global (TEG)

- Depuis 1er octobre 2021, la Banque de France propose également une estimation avancée de la production de crédits nouveaux et du taux d'intérêt moyen, obtenue à l'aide d'un modèle intégrant les conditions de marché (taux d'intérêt de référence, droits de mutation...) et les valeurs passées des variables estimées. La déviation absolue de prévision est en moyenne de 0,3 milliard d'euros sur longue période, soit 1,5% du flux brut moyen, et de 1 point de base pour les taux.